

Nous sommes arrivés en Hongrie au terme d'une visite en République populaire de Bulgarie.

À Budapest, le programme d'activités comportait des rencontres avec Son Excellence le président de la République, M. Bruno Straub, notre hôte, M. Szürös, ainsi que le vice-premier ministre, M. Peter Medgyessy; M. Tamas Beck, le ministre du Commerce et des représentants de groupes «parallèles», c'est-à-dire les futurs partis d'opposition. J'ai également rencontré M. Somogyi, président du comité préparatoire de l'Exposition universelle de Vienne-Budapest qui aura lieu en 1995.

Le président adjoint de l'Assemblée nationale, madame Maria Jakab, a eu la gentillesse de donner un déjeuner en notre honneur dans l'édifice du Parlement et de nous accompagner durant une partie de notre visite. Nous avons bénéficié de l'aide extrêmement compétente de l'ambassadeur du Canada en Hongrie, M. Derek Fraser. Nous lui sommes très reconnaissants de l'aide et des conseils qu'il nous a prodigués ainsi que du très agréable dîner que madame Fraser et lui ont donné à notre intention à la résidence de l'ambassadeur du Canada.

Notre visite a eu pour toile de fond les transformations profondes qui s'opèrent en Hongrie sous l'impulsion du mouvement de réforme politique et économique, transformations que la Hongrie fut l'un des premiers pays du bloc de l'Est à entreprendre.

[Traduction]

Les éléments clés de la réforme sont le pluralisme politique, la libéralisation économique et l'intensification de l'identité nationale. Bien que la Hongrie se considère à l'avant-garde de la perestroïka, le parti au pouvoir, soit le Parti socialiste hongrois—anciennement le Parti des travailleurs socialistes hongrois—est aux prises avec un problème de légitimité politique et de désaffection du peuple. S'ajoutent à ces problèmes la détérioration de la situation économique et la nécessité de contrer le mécontentement populaire face à la baisse du niveau de vie et au taux d'inflation élevé.

La politique étrangère de la Hongrie vise à répondre à certains besoins propres à la Hongrie (contrairement au principe de la solidarité du bloc), à promouvoir l'amélioration des relations Est-Ouest et à jeter les bases de relations économiques plus étroites avec l'Occident.

Le président Szürös, à qui je faisais remarquer que le Canada observe la réforme de la Hongrie avec beaucoup de compassion et d'intérêt, rappelait que la transition d'une dictature socialiste à une démocratie était non seulement un événement unique, mais aussi qu'elle comportait des risques énormes. La Hongrie a besoin de l'appui de l'Occident. Elle veut obtenir des investissements, pas de l'aide. Elle veut que cesse la discrimination sous la forme de barrières commerciales et douanières.

Le ministre du Commerce, M. Beck, a fort éloquemment expliqué que la Hongrie devait rapidement trouver des investisseurs occidentaux pour restructurer son économie. La Hongrie est à la recherche d'investissements en capital et d'investissements dans les industries légère, chimique et alimentaire. Jusqu'à maintenant, affirmait M. Beck, la Hongrie est déçue de la réponse des investisseurs occidentaux. M. Beck a demandé qu'on mette un terme à la «discrimination injuste» liée aux tarifs douaniers et que le FMI fasse preuve de

compassion dans les négociations portant sur le rééchelonnement de la dette de la Hongrie. Il a précisé que les investissements dans la restructuration de l'économie contribueraient à redresser l'incroyable ratio du service de la dette avec lequel la Hongrie doit composer. Les gains que rapporte la monnaie convertible, dans lesquels la Hongrie doit aujourd'hui puiser pour payer sa dette, sont actuellement très limités.

Le vice-premier ministre Medgyessy m'a donné d'autres détails sur le projet de réforme politique et économique de son gouvernement. Il a précisé que ce dernier avait l'intention d'implanter une démocratie politique, avec de nombreux partis et la suprématie de la loi, ainsi qu'une économie de marché avec des entreprises publiques et privées et des coopératives. La Hongrie espère être acceptée au sein de l'AELE et entamer des négociations avec la Communauté économique européenne.

Il a ajouté que la réforme de l'économie suscite inévitablement des tensions et des problèmes et qu'il était important, pour cette raison, de tenir dès que possible des élections au nouveau Parlement. Ces élections aideraient également la Hongrie dans ses négociations avec le FMI.

J'ai également rencontré le président Straub qui m'a, lui aussi, mentionné la possibilité d'élections dès le mois de novembre 1989 et les conséquences négatives que pourrait avoir la remise à plus tard de ces élections. Il espérait que, après les élections et la formation du nouveau gouvernement, la population reprendrait confiance dans le gouvernement et que la réforme économique se poursuivrait. Il a demandé que le Canada appuie les réformes qui se produisent actuellement en Hongrie.

• (1720)

[Français]

À chaque occasion, j'ai donné à mes interlocuteurs l'assurance que les Canadiens s'intéressent aux transformations en cours et qu'ils les trouvent profondément reconfortantes, qu'ils estiment que les orientations données, malgré des débuts difficiles, sont néanmoins prometteuses et qu'elles garantiront un avenir meilleur pour les Hongrois. J'ai de plus laissé entendre que nous comprenons que la Hongrie se tourne vers le Canada ainsi que vers d'autres pays occidentaux, voyant en eux une source d'investissement étranger et de partenaires éventuels pour des entreprises communes.

Je leur ai signalé qu'en fait, le volume des investissements canadiens de source privée a déjà augmenté et qu'un nombre croissant d'entreprises canadiennes envisagent d'investir en Hongrie. La poursuite des réformes démocratiques ainsi que l'élection d'un nouveau parlement auront sûrement pour effet d'attirer des investisseurs canadiens.

J'ai profité de mon séjour à Budapest pour rencontrer le président du comité préparatoire de l'Exposition universelle de Vienne-Budapest de 1995, qui m'a exposé les plans concernant cet événement auquel un groupe canadien souhaite vivement prendre part dans le cadre d'une coentreprise avec les Hongrois.

Toutes les discussions qui ont eu lieu pendant mon programme se sont déroulées sous le signe de la franchise et les occasions n'ont pas manqué d'aborder des questions comme l'incidence possible des réformes économiques sur l'emploi et l'inflation, ainsi que la nécessité de laisser jouer les forces du